



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE

LA ROCHE-SUR-YON

Maîtrise d'œuvre pour la rénovation technique
du bâtiment administratif « Leclerc »

Table des matières

ACRONYMES UTILISÉS DANS LES DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ	5
Généralités	5
Missions de la maîtrise d'œuvre.....	5
Exécution financière du marché.....	5
ARTICLE 1 – DUREE DU MARCHÉ.....	7
ARTICLE 2 – PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ.....	7
ARTICLE 3 – INTERVENANTS DE L'OPÉRATION	7
Article 3.1 –Organisation de la maîtrise d'ouvrage	8
Article 3.2 –Maîtrise d'œuvre.....	8
Article 3.3 –Autres intervenants de l'opération	10
ARTICLE 4 – DÉCOMPOSITION EN TRANCHES	11
ARTICLE 5 – DÉMARRAGE DE LA MISSION.....	11
Article 5.1 –Pièces et renseignements fournis par le maître d'ouvrage avant le début des études	11
Article 5.2 –Réunion de lancement.....	11
ARTICLE 6 – DELAIS D'EXECUTION ET DUREE DU MARCHÉ.....	11
Article 6.1 –Durée prévisionnelle des travaux	12
Article 6.2 –Délais d'exécution et points de départ des éléments d'études.....	12
Article 6.3 –Délais d'exécution et points de départ des autres éléments de mission 12	12
ARTICLE 7 – MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	15
Article 7.1 –Documentation numérique et dématérialisation des échanges.....	15
Article 7.2 –Démarche BIM et maquette numérique.....	15
Article 7.3 –Communication entre les parties.....	15
Article 7.4 –Informations réciproques	16
Article 7.5 –Présentation et vérification des prestations de maîtrise d'œuvre	17
Article 7.6 –Prolongation des délais d'exécution	19
Article 7.7 –Modalités particulières de l'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés de travaux	19
Article 7.8 –Modalités particulières de réalisation de la direction de l'exécution du ou des marchés de travaux.....	19

Article 7.9 –Obligations environnementales du maître d’œuvre	20
Article 7.10 – Réalisation d’une action en matière d’insertion sociale	21
ARTICLE 8 – MODIFICATIONS EN COURS D’EXECUTION DU MARCHÉ	21
Article 8.1 –Modifications de faible montant initiées par le maître d’ouvrage	21
Article 8.2 –Modifications imposant un rendez-vous aux parties.....	21
Article 8.3 –Modifications prévues dans le cadre de clauses de réexamen.....	22
Article 8.4 –Suivi et classification des modifications apportées aux marchés de travaux.....	22
ARTICLE 9 – RÉMUNERATION DU MAITRE D’ŒUVRE	23
Article 9.1 – Forfait de rémunération.....	23
Article 9.2 –Engagements du maître d’œuvre.....	24
Article 9.3 –Révision des prix	25
Article 9.4 –Pénalités applicables au maître d’œuvre.....	25
ARTICLE 10 – RÈGLEMENT DES COMPTES DU MAITRE D’ŒUVRE	27
Article 10.1 – Avances	27
Article 10.2 – Demandes de paiement	28
Article 10.3 – Demande de paiement pour solde.....	30
Article 10.4 – Délais de paiement	31
ARTICLE 11 – CONNAISSANCES ANTERIEURES / DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	31
Article 11.1 – Utilisation des connaissances antérieures.....	31
Article 11.2 – Utilisation des résultats	31
ARTICLE 12 – ASSURANCES	32
Article 12.1 – Assurances du maître d’œuvre.....	32
Article 12.2 – Assurances du maître d’ouvrage.....	32
Article 12.3 – Stipulations communes	32
ARTICLE 13 – MODIFICATIONS AFFECTANT LES CONTRACTANTS.....	33
Article 13.1 – Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire	33
Article 13.2 – Modification du groupement de maîtrise d’œuvre en cas de défaillance du mandataire.....	33
Article 13.3 – Modification du groupement de maîtrise d’œuvre en cas de défaillance d’un cotraitant	33
ARTICLE 14 – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES	34
ARTICLE 15 – DIFFÉRENDS ET RÉSILIATION.....	34

Article 15.1 – Formalisme des réclamations	34
Article 15.2 – Règlement amiable des différends	34
Article 15.3 – Manquements aux obligations du marché par le maître d'œuvre	35
Article 15.4 – Résiliation du marché.....	35
Article 15.5 – Tribunal compétent et langues.....	35
ARTICLE 16 – DEROGATIONS	35

ACRONYMES UTILISÉS DANS LES DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Dans la suite du document, les mentions « maître d'ouvrage », « maître d'ouvrage délégué », MOA ou MOD désigne l'interlocuteur principal du maître d'œuvre dans l'exécution de sa mission.

Généralités

AE : acte d'engagement

AMO : assistant à maîtrise d'ouvrage

MOA : maître d'ouvrage

MOD : maître d'ouvrage délégué

CCAP : cahier des clauses administratives particulières

CCAG-MOE : cahier des clauses administratives générales des marchés de maîtrise d'œuvre

CCTP : cahier des clauses techniques particulières

DCE : dossier de consultation des entreprises

DOE : dossiers des ouvrages exécutés

DQD : devis quantitatif détaillé

PGC : plan général de coordination

SPS : sécurité et protection de la santé

Missions de la maîtrise d'œuvre

AVP : études d'avant-projet

PRO : études de projet

ACT : assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation du ou des marchés de travaux

VISA : visa des études d'exécution et de synthèse

DET : direction de l'exécution du ou des marchés de travaux

AOR : assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement

OPC : ordonnancement pilotage coordination

SSI : systèmes de sécurité incendie

Exécution financière du marché

PEFPT : part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux et définie par le maître d'ouvrage

EDC : estimation définitive du coût prévisionnel des travaux fournie par le maître d'œuvre lors des études d'avant-projet

CPT : coût prévisionnel des travaux arrêté par le maître d'ouvrage après la validation des études d'avant-projet

CMT : coût cumulé des marchés de travaux résultant de la consultation

CTD : coût total définitif des travaux résultant de l'exécution des marchés de travaux

ARTICLE 1 – DUREE DU MARCHÉ

La durée prévisionnelle du marché est de deux (2) ans. A titre indicatif, la mission du maître d'œuvre est prévue de débuter en mars 2026 et la fin des travaux au 1^{er} trimestre 2027.

Conformément à l'article R. 2182-4 du code de la commande publique, le marché prend effet à compter de la date de sa notification à l'attributaire.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Dans le respect de l'article 4.1 du CCAG-MOE, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- Le marché (AE et CCTP) et son annexe financière ;
- La Décomposition du Forfait Provisoire de Rémunération (DFPR) ;
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE) ;
- Les éventuelles pièces écrites et graphiques remises par le maître d'ouvrage lors de la consultation ;
- Les clauses du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux) précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux ;
- L'offre technique du maître d'œuvre ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- Les éléments de décomposition de l'offre financière du maître d'œuvre.

Les stipulations du marché sont conformes aux dispositions :

- Du titre IX du livre Ier de la deuxième partie du code de la commande publique relative à l'exécution du marché ;
- Du livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique portant sur les dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre privée ;
- De l'annexe 20 du code de la commande publique précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

ARTICLE 3 – INTERVENANTS DE L'OPÉRATION

Les coordonnées postales et électroniques du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre, nécessaires aux diverses notifications, sont celles renseignées dans l'acte d'engagement.

Article 3.1 – Organisation de la maîtrise d'ouvrage

Article 3.1.1 – Maîtrise d'ouvrage (MOA) / Maîtrise d'ouvrage déléguée (MOD)

L'AGILE agit en tant que maître d'ouvrage délégué de la Préfecture de Vendée. Par ce mandat, l'AGILE agit en tant que Pouvoir Adjudicateur et est habilitée à exécuter l'ensemble des actes du présent marché.

L'AGILE est le seul interlocuteur du Titulaire du présent marché.

Article 3.1.2 – Représentant du maître d'ouvrage

Un responsable d'opération sera désigné au sein de l'AGILE. Il sera l'interlocuteur privilégié du maître d'œuvre.

Article 3.2 – Maîtrise d'œuvre

Article 3.2.1 – Représentation de la maîtrise d'œuvre

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre désigne dès la notification du marché une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du maître d'ouvrage, pour les besoins de l'exécution du marché.

Le représentant du maître d'œuvre assure personnellement la mission de conseil auprès du maître d'ouvrage et de suivi de l'exécution des marchés de travaux. Il doit justifier de l'ensemble des compétences nécessaires à l'exercice de ses missions et, avoir un niveau d'expérience au moins égal à 7 ans sur des projets similaires ou équivalents, en particulier sur des phases travaux en site occupé.

En tout état de cause, le profil présenté par le maître d'œuvre est soumis à la validation du maître d'ouvrage avant le début d'exécution des prestations. En cas de récusation par le maître d'ouvrage de la (des) personne(s) présentée(s), le titulaire devra en proposer une nouvelle dans un délai de 1 semaine, sous peine d'application d'une pénalité de 100 € par jour de retard.

Article 3.2.2 – Cotraitance

En cas de cotraitance, aucune forme de groupement n'est exigée.

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Article 3.2.3 – Mandataire du groupement

L'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du maître d'ouvrage, et coordonne les prestations des membres du groupement.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des membres.

Le mandataire représente l'ensemble des membres du groupement de maîtrise d'œuvre vis-à-vis du maître d'ouvrage, coordonne les prestations et veille à instaurer une bonne communication entre les membres du groupement et avec le maître d'ouvrage.

A ce titre, il a reçu mandat des membres du groupement pour :

- Coordonner l'établissement des dossiers de candidature et les déposer dans les délais et formes prescrits par le dossier de consultation, à partir des pièces remises en temps utile, par les membres du groupement ;
- Remettre les offres initiales et complémentaires et de manière générale coordonner l'établissement de tous les documents contractuels, notamment signer le marché et les avenants, si le mandataire dispose des pouvoirs nécessaires ;
- Transmettre au maître d'ouvrage les demandes d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement des sous-traitants émanant de chaque membre ;
- Assurer les missions de coordination portant à la fois sur les études et sur les travaux :
 - Établir, en liaison avec les autres membres, le planning d'ensemble et en assurer sa mise à jour ;
 - Informer chaque membre du groupement de toute modification du planning et contrôler son application ;
 - S'assurer de l'exécution des prestations dans les délais fixés au marché de maîtrise d'œuvre ;
 - Organiser les réunions nécessaires à la coordination des prestations de maîtrise d'œuvre ;
 - Proposer au maître d'ouvrage la réception des travaux ;
- Transmettre aux membres concernés les ordres de service et toutes instructions, notes, plans, directives, etc. émanant du maître d'ouvrage ou de son représentant ;
- Remettre, au maître d'ouvrage, dans les conditions de forme et de délais prévus au marché de maîtrise d'œuvre, les documents (documents graphiques et écrits, situations de travaux, projets de décomptes, demandes d'acomptes, décomptes généraux définitifs, etc.) dus au titre de ce marché et s'assurer de leur approbation ;
- Les projets de décomptes et les demandes d'acomptes qui sont transmis au maître d'ouvrage après sa vérification, sont revêtus de son visa pour accord et sont accompagnés, le cas échéant, de ses observations.
- Toute autre communication destinée au maître d'ouvrage est transmise soit par le mandataire, soit par le membre du groupement concerné, à charge pour lui d'en informer préalablement le mandataire et les autres membres ;
- Réunir tout ou partie des membres du groupement, à leur demande ou à son initiative, chaque fois que nécessaire, pour l'exécution de la mission de maîtrise d'œuvre ou pour l'examen de questions importantes telles que la proposition, la négociation et la signature d'avenants, la répartition des prestations supplémentaires, le dépassement des délais, la présentation d'un mémoire de réclamation, la défaillance d'un membre du groupement, etc ;
- Le cas échéant, organiser les négociations et trancher les différends au sein du groupement de maîtrise d'œuvre ;
- Répartir, s'il y a lieu, les primes et pénalités prévues au marché de maîtrise d'œuvre ;
- Le cas échéant, assurer la tenue du compte des dépenses communes ;
- Archiver les documents régissant les rapports contractuels entre la maîtrise d'ouvrage et le groupement de maîtrise d'œuvre.

Article 3.2.4 – Sous-traitance

Il est fait application des stipulations de l'article 3.6 du CCAG-MOE.

En application de l'article L 2193-3 du code de la commande publique, les tâches essentielles qui doivent être exécutées par l'un des membres du groupement, et qui ne pourront faire l'objet d'une sous-traitance sont les suivantes :

- Études de performance énergétique - Climatisation/ventilation/chauffage,
- Prestations d'architecture (y compris la gestion des autorisations administratives),
- Etudes des fluides, thermiques et environnementale.

Article 3.3 – Autres intervenants de l'opération

Article 3.3.1 – Contrôle technique

Le contrôleur technique pour l'opération n'est pas encore désigné au moment de la signature du marché de maîtrise d'œuvre. Le maître d'ouvrage communiquera au maître d'œuvre les coordonnées du contrôleur technique dès sa désignation.

La mission du contrôleur technique est régie par les dispositions du code de la construction et de l'habitation. En plus des missions de base L (Solidité des ouvrages et des équipements indissociables) et S (Sécurité des personnes dans les constructions), le maître d'ouvrage confiera les missions complémentaires suivantes au contrôleur technique :

- TH : Isolation thermique et économies d'énergie
- VIEL : Vérification Initiale des Installations Electriques

Article 3.3.2 – Coordination sécurité et protection de la santé

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

Conformément aux articles L. 4531-1 au L. 4532-18 du code du travail relatifs à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, le maître d'œuvre travaille en liaison avec le coordonnateur SPS retenu par le maître d'ouvrage, notamment pour ce qui concerne les études de conception, l'élaboration du Plan Général de Coordination (PGC), la définition des dispositifs prévus pour la maintenance et la fourniture des pièces et documents nécessaires à la confection du dossier d'interventions ultérieures à la réception de l'ouvrage.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Article 3.3.3 – Opérateurs économiques chargés des travaux

Les opérateurs économiques chargés des travaux sont dénommés « entrepreneurs » dans l'ensemble des documents du marché.

Article 3.3.4 – Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants

Dès la réunion de lancement, le maître d'ouvrage communique la liste des intervenants, précise leurs missions respectives, et les coordonnées des interlocuteurs désignés. En application de l'article 3.9 du CCAG-MOE, les modalités de collaboration du maître d'œuvre avec l'ensemble des prestataires du maître d'ouvrage concourant à l'opération sont précisées lors de cette réunion.

Le maître d'ouvrage autorise le maître d'œuvre à échanger directement avec chacun des prestataires désignés à toutes les étapes du projet.

Il s'engage à faire respecter les obligations contractuelles, notamment en matière de délais, assignées à chacun des autres intervenants concourant à la réalisation de l'opération.

En cas de difficultés rencontrées lors de la collaboration avec l'un des autres intervenants, le maître d'œuvre informe le maître d'ouvrage sans délais.

ARTICLE 4 – DÉCOMPOSITION EN TRANCHES

Le présent marché est décomposé en tranches.

Les tranches sont précisées ci-dessous :

- Tranche Ferme (TF) : Diagnostic (DIAG)
- Tranche Optionnelle (TO) : Etudes de conception et suivi d'exécution (AVP à AOR) + mission complémentaire OPC

ARTICLE 5 – DÉMARRAGE DE LA MISSION

Article 5.1 – Pièces et renseignements fournis par le maître d'ouvrage avant le début des études

En sus de ses attributions définies à l'article L. 2421-1 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage fournit au maître d'œuvre les documents indiqués au chapitre CCTP.

En cas de pièces manquantes, il appartient au maître d'œuvre de les réclamer.

Article 5.2 – Réunion de lancement

A l'initiative du maître d'ouvrage et au plus tard dans les 10 jours suivant le démarrage de la mission, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre se réunissent afin notamment :

- D'identifier les interlocuteurs en charge de l'opération ;
- De définir les modalités d'échanges, notamment dématérialisés, avec la maîtrise d'ouvrage ;
- De définir les modalités de travail collaboratif avec les autres prestataires désignés par le maître d'ouvrage ;
- De préciser les principes opérationnels de la gestion documentaire de l'opération ;
- De compléter la base documentaire nécessaire au démarrage des études du maître d'œuvre ;
- De présenter les spécificités du circuit de paiement du maître d'ouvrage et d'arrêter les modalités pratiques de facturation des prestations.

La réunion de lancement fait l'objet d'un compte-rendu selon les conditions définies au présent CCAP.

ARTICLE 6 – DELAIS D'EXECUTION ET DUREE DU MARCHÉ

La durée prévisionnelle du marché est de deux (2) ans, période de garantie de parfait achèvement incluse.

Conformément à l'article R. 2182-4 du code de la commande publique, le marché prend effet à compter de la date de sa notification aux attributaires.

Conformément à l'article 15.1.1 du CCAG-MOE, le délai d'exécution du premier élément de mission court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des prestations.

Article 6.1 – Durée prévisionnelle des travaux

La durée prévisionnelle d'exécution des travaux à compter de la date de notification est estimée ce jour entre 4 et 6 mois. La durée prévisionnelle sera à confirmer par le maître d'œuvre en fonction du périmètre d'intervention défini à l'issue de la phase DIAG (cf. CCTP).

Article 6.2 – Délais d'exécution et points de départ des éléments d'études

Les délais de remise des documents propres à chaque élément de mission sont fixés comme suit, à compter des points de départ respectifs :

	Délai d'exécution	Point de départ des délais de présentation des études
Réunion de lancement	▪ 1 semaine	▪ Notification du marché
Dossier de diagnostic (DIAG)	▪ 2 mois	▪ Date indiquée dans l'ordre de service ▪ A défaut, date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre de l'ordre d'engager les études de la phase concernée. ▪ A défaut, date de la réunion de lancement
Études d'avant-projet (AVP)	▪ 1,5 mois	▪ Date indiquée dans l'ordre de service ▪ A défaut, date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre de l'ordre d'engager les études de la phase concernée.
Études de projet (PRO)	▪ 1 mois	▪ Date indiquée dans l'ordre de service ▪ A défaut, date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre de l'ordre d'engager les études de la phase concernée.
Éléments du DCE produits par le maître d'œuvre	▪ 3 semaines	▪ Date indiquée dans l'ordre de service ▪ A défaut, date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre de l'ordre d'engager les études de la phase concernée.
Dossier des ouvrages exécutés	Au plus tard, à la réception des travaux	

Article 6.3 – Délais d'exécution et points de départ des autres éléments de mission

Les délais de remise des documents propres à chaque élément de mission et les points de départ desdits délais sont fixés comme suit :

Article 6.3.1 – Élément de mission ACT

Définition de la tâche	Délai	Point de départ du délai
Fournir le rapport d'analyse des candidatures	10 jours	Date de la remise au MOE des plis contenant les candidatures ou de la première enveloppe.
Fournir le rapport d'analyse des offres.	10 jours	Date de la remise au MOE des plis contenant les offres.
Procéder à la mise au point du/des dossier(s) marché(s).	5 jours	Date de la décision d'attribution des marchés.

Article 6.3.2 – Élément de mission VISA

Définition de la tâche	Délai	Point de départ du délai
Viser ou faire part de ses observations sur les plans, notes de calculs, études de détail et autres documents établis par les entreprises.	4 jours	Date de réception de chaque plan, note de calculs, étude de détail et autre document réalisé par l'entrepreneur.

Article 6.3.3 – Élément de mission DET

Définition de la tâche	Délai	Point de départ du délai
Établir et diffuser les comptes-rendus de réunions.	3 jours	Date de la réunion.
Procéder aux constatations.	7 jours	Date de la demande de l'entrepreneur.
Instruire les mémoires de réclamation.	10 jours	Date de réception de la réclamation de l'entrepreneur.
Établir l'état d'avancement et vérifier les projets de décompte mensuel.	7 jours	Dépôt du projet de décompte sur le portail public. Cf. 7.8.3 ci-après.
Vérifier les projets de décompte finaux des marchés de travaux et établir les décomptes généraux et soldes avec utilisation de Chorus-pro le cas échéant.	10 jours	Date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise. Cf. 7.8.4 ci-après.

Article 6.3.4 – Élément de mission AOR

Définition de la tâche	Délai	Point de départ du délai
Procéder aux Opérations Préalables à la Réception (OPR).	20 jours	Date de réception, par le MOE, de l'avis de l'entrepreneur titulaire du lot désigné au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) des marchés de travaux ou date prévisible d'achèvement des travaux indiquée dans l'avis.
Proposer la réception au maître d'ouvrage et notifier la proposition de réception à l'entrepreneur.	3 jours	Date du procès-verbal des OPR
Remettre le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) et toutes pièces nécessaires à l'ouverture au public, au fonctionnement et à la maintenance de l'ouvrage au maître de l'ouvrage.	Sans objet	A remettre au maître d'ouvrage au plus tard à la réception des travaux.
Procéder à l'examen des désordres signalés pendant la période de Garantie de Parfait Achèvement (GPA).	7 jours	Date de saisine par le maître d'ouvrage.
Établir le procès-verbal de levée des réserves, avec ou sans réserves résiduelles. Proposer au MOA/MOD les mesures nécessaires à la levée des éventuelles réserves résiduelles.	7 jours	Date de levée des dernières réserves si avant fin de la période de GPA, Ou, Au plus tard 1 mois avant la fin de la GPA.

Article 6.3.5 – Élément de mission OPC

Définition de la tâche	Délai	Point de départ du délai
Établir le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux en phase AVP.	Dito AVP	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Date indiquée dans l'ordre de service notifiant le démarrage de la phase AVP, ▪ A défaut, date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre de l'ordre d'engager les études de la phase concernée.
Mettre à jour et préciser le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux en phase PRO.	Dito PRO	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Date indiquée dans l'ordre de service notifiant le démarrage de la phase PRO, ▪ A défaut, date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre de l'ordre d'engager les études de la phase concernée.

En phase travaux : Mettre en place l'organisation générale des travaux et établir/mettre à jour le calendrier détaillé de réalisation des travaux. Réaliser un tableau de suivi de la production et de visa des documents d'exécution.	7 jours	▪ A chaque notification de marché de travaux.
Suivre le tableau de la production et du visa des documents d'exécution.	3 jours	▪ Tous les 1 ^{er} et 15 du mois.
Établir et diffuser les comptes-rendus de réunions.	3 jours	Date de la réunion.
Suivre le calendrier définitif détaillé de réalisation des travaux.	3 jours	1 ^{er} jour ouvré de chaque semaine.
Établir le rapport de fin de chantier avec les retards et identification des responsabilités.	8 jours	Date de réception des travaux.

ARTICLE 7 – MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

Article 7.1 – Documentation numérique et dématérialisation des échanges

Le maître d'œuvre mettra en place une documentation numérique partagée tout au long de la mission dans le cadre d'une plateforme numérique commune à l'ensemble des intervenants, valant notamment registre de chantier.

Le type de plateforme sera adaptée à l'envergure du projet (drive, etc.)

La mise en place, l'hébergement et la gestion de cette documentation sera assurée par le maître d'œuvre.

Le coût de cette documentation est réputé inclus dans le forfait de rémunération du maître d'œuvre.

Article 7.2 – Démarche BIM et maquette numérique

L'opération ne fait pas l'objet d'une démarche BIM.

Article 7.3 – Communication entre les parties

Article 7.3.1 – Nécessité d'un ordre de service du MOD

Un ordre de service est notamment nécessaire :

- Lorsqu'une décision du Maître d'ouvrage délégué marque le point de départ ou la prolongation d'un délai fixé par le marché pour exécuter une prestation (tel que notamment l'ordre donné au maître d'œuvre d'engager un élément de mission) ;
- Si le maître d'ouvrage décide de suspendre provisoirement l'exécution des prestations de maîtrise d'œuvre ;

- Dès lors qu'une décision du maître d'ouvrage est susceptible de mettre en œuvre ou de modifier les dispositions contractuelles ;
- Lorsque le maître d'ouvrage décide d'exécuter une tranche optionnelle.

L'ordre de service daté et signé est remis par le MOD au maître d'œuvre par tout moyen dématérialisé ou matérialisé permettant d'en attester la date, et le cas échéant, l'heure de sa réception.

Article 7.3.2 – Possibilité pour le maître d'œuvre d'émettre des observations et de refuser d'exécuter un ordre de service

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de 15 jours, sous peine de forclusion, pour notifier au MOD des observations relatives à un ordre de service qui lui a été notifié, en application de l'article 3.8.2 du CCAG-MOE.

Le maître d'œuvre est tenu de se conformer aux ordres de services délivrés par le MOD, qu'ils aient ou non fait l'objet d'observations de sa part conformément à l'article 3.8.3 du CCAG-MOE.

Toutefois, le maître d'œuvre n'est pas tenu d'exécuter un ordre de service dans les cas suivants :

- Lorsque l'ordre de service de démarrage de la mission est notifié plus de 6 mois après la notification du marché en application de l'article 3.8.3 du CCAG-MOE ;
- Lorsque le maître d'ouvrage n'a pas répondu dans un délai de 15 jours aux observations dûment motivées et notifiées par le maître d'œuvre visant à l'informer qu'un ordre de service présente un risque en termes de sécurité, de santé ou qu'il contrevient à une disposition législative ou réglementaire à laquelle le maître d'œuvre est soumis dans l'exécution des prestations objet du marché, en application de l'article 3.8.2 du CCAG-MOE ;
- Lorsqu'un ordre de service prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives est notifié au maître d'œuvre alors que le montant cumulé des ordres de service pour ce type de prestations a atteint 10% du montant hors taxes du marché sans avoir fait l'objet d'avenants en application de l'article 14.2 du CCAG-MOE ;
- Lorsqu'un ordre de service prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives n'a fait l'objet d'aucune valorisation financière en application de l'article 14.3 du CCAG-MOE.

Article 7.4 – Informations réciproques

Article 7.4.1 – Informations données par le maître d'ouvrage délégué au maître d'œuvre pendant l'exécution du marché

Le MOD communique au maître d'œuvre toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'œuvre pour l'exécution de son marché.

Il s'agit notamment :

- De toute communication émanant des autorités ou services instruisant les dossiers de demandes d'autorisation ou d'agrément, en particulier, toute observation et toute demande de pièce complémentaire ;
- De toute observation ou de tous documents adressés directement au MOD par les autres intervenants.

Dans le cadre de son devoir de conseil, le maître d'œuvre informe le MOD s'il constate en cours d'exécution du marché que les documents comportent des inexactitudes, imprécisions ou omissions.

Article 7.4.2 – Informations données par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage délégué

Le maître d'œuvre communique au maître d'ouvrage toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au MOD.

Article 7.4.3 – Réunions bilatérales hebdomadaires

Le MOD et le maître d'œuvre se réunissent toutes les semaines pour s'informer mutuellement de l'avancée de l'opération et de la réalisation des prestations.

Pendant la phase d'études, le MOD peut demander la présence des cotraitants ou spécialistes en charge de la conception technique, sans que le maître d'œuvre puisse s'y opposer.

Il est précisé que, pendant la phase d'études, la majorité des réunions bilatérales se dérouleront en visioconférence.

Pendant la phase travaux, les réunions bilatérales sont indépendantes des réunions de chantier et se déroulent après celles-ci.

Les comptes-rendus des réunions bilatérales hebdomadaires entre le MOD et le maître d'œuvre sont établis par le maître d'œuvre qui les communique dans les trois (3) jours ouvrés qui suivent la réunion. ;

Les destinataires disposent de six (6) jours pour émettre des observations sur le compte-rendu à compter de sa réception.

Article 7.4.4 – Confidentialité, secrets professionnel et commercial

Il est fait application des stipulations de l'article 5.1 du CCAG-MOE en matière d'obligations de confidentialité du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage.

Article 7.5 – Présentation et vérification des prestations de maîtrise d'œuvre

Article 7.5.1 – Format et support pour la remise des études

Les prestations sont remises de façon dématérialisée par tout moyen de transmission permettant d'en attester la date de remise.

Le maître d'ouvrage délégué et le maître d'œuvre s'accordent sur les formats informatiques des prestations remises de manière dématérialisée. A défaut, le maître d'œuvre devra fournir ses prestations sous formats génériques lisibles sans nécessiter l'acquisition de logiciels spécifiques, ou en fournissant à l'appui de ses prestations les logiciels de lecture adaptés, sans limitation de droits ni de durée.

Certaines prestations peuvent faire l'objet d'une remise matérialisée (dossier papier), dans les quantités définies ci-après :

	Nombre d'exemplaires
Dossier des ouvrages exécutés	2

Article 7.5.2 – Délais de vérification des documents et de prise de décision par le maître d'ouvrage délégué

La décision du maître d'ouvrage délégué d'admettre, avec ou sans observations, ou d'ajourner ou de rejeter les documents d'études intervient avant l'expiration des délais suivants :

	Délais de vérification et de prise de décision
Études d'avant-projet	14 jours
Dossier d'autorisation d'urbanisme	7 jours
Études de projet	14 jours
Éléments du DCE produits par le maître d'œuvre	14 jours

Ces délais courent à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage délégué de la remise des études par le maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 21 du CCAG-MOE, si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans les délais définis ci-dessus, les prestations ne sont pas considérées comme admises.

Si le maître d'ouvrage délégué décide de notifier le démarrage de l'élément de mission suivant, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément au deuxième alinéa de l'article 21 du CCAG-MOE.

Article 7.5.3 – Décisions d'ajournement, de réfaction ou du rejet notifiées par le maître d'ouvrage délégué

Si le maître d'ouvrage délégué n'admet pas les études remises par le maître d'œuvre, il peut prendre les décisions suivantes :

- Ajournement dans les conditions définies par l'article 21.2 du CCAG-MOE ;
- Réfaction dans les conditions définies par l'article 21.3 du CCAG-MOE ;
- Rejet dans les conditions définies par l'article 21.4 du CCAG-MOE.

Article 7.5.4 – Conséquence de l'admission des études sur le programme de l'opération

L'admission par le maître d'ouvrage délégué des études réalisées par le maître d'œuvre emporte l'adhésion du maître d'ouvrage délégué aux éventuelles modifications du programme.

Article 7.6 – Prolongation des délais d'exécution

En application de l'article 15.3.1 du CCAG-MOE, lorsque le maître d'œuvre est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait du maître d'ouvrage délégué, du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure ou lorsqu'une tout autre cause n'engageant pas la responsabilité du maître d'œuvre fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, le maître d'ouvrage délégué peut prolonger le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour pouvoir bénéficier de ces dispositions, le maître d'œuvre doit signaler au maître d'ouvrage délégué l'événement de force majeure ou les causes, qui, selon lui, échappant à sa responsabilité, font obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, conformément à l'article 15.3.2 du CCAG-MOE. Il dispose, à cet effet, d'un délai de 30 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée, dès que le retard peut être déterminé avec précision, en exposant les incidences éventuelles sur sa rémunération.

En application de l'article 15.3.3 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage délégué notifie par écrit au maître d'œuvre sa décision dans le délai de 15 jours à compter de la réception de la demande. Passé ce délai, le maître d'ouvrage est réputé, par son silence, avoir accepté la demande qui lui a été adressée.

Article 7.7 – Modalités particulières de l'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés de travaux

Les prestations à réaliser au titre de la mission de base sont exécutées sur le principe d'une dévolution prévisionnelle des marchés de travaux soit en en marchés allotis par corps d'états, soit en marchés allotis par regroupement de corps d'état.

Au moment de la signature du marché avec le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage envisage la passation des marchés de travaux selon la procédure d'appel d'offres ouvert ou restreint.

La participation du maître d'œuvre aux commissions d'appel d'offres ou instance similaires n'est pas requise.

Dans le cadre de la passation des marchés de travaux, le maître d'ouvrage s'engage à demander obligatoirement la soumission d'une offre de base lorsqu'il a offert la possibilité de remettre des variantes.

Article 7.8 – Modalités particulières de réalisation de la direction de l'exécution du ou des marchés de travaux

Les prestations à réaliser au titre de l'élément de mission de direction de l'exécution du ou des marchés publics de travaux sont fondées sur le principe de l'application des stipulations du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, sous réserve des dérogations prévues dans les pièces contractuelles du ou de ces marchés.

Article 7.8.1 – Réunions de chantier

Le maître d'œuvre organise et dirige les réunions de chantier jusqu'à la réception des travaux avec une fréquence d'une réunion par semaine.

Le maître d'œuvre rédige et diffuse le compte-rendu de la réunion de chantier dans les trois (3) jours ouvrés qui suivent la réunion.

Article 7.8.2 – Ordres de service rédigés par le maître d'œuvre

Le maître d'œuvre est chargé de préparer les ordres de service à destination des entrepreneurs. Les ordres de service sont rédigés, datés et numérotés par le maître d'œuvre qui les adresse au maître d'ouvrage (ou le cas échéant au conducteur d'opération); celui-ci les notifiant aux entrepreneurs dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux.

Article 7.8.3 – Vérification par le maître d'œuvre des projets de décompte mensuel des entrepreneurs

En application de l'article 12.1.8 du CCAG-Travaux, le maître d'œuvre procède, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par les entrepreneurs et mis à sa disposition sur le portail public de facturation ou envoyé par tout moyen permettant de donner une date certaine.

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie les projets de décomptes mensuels selon son appréciation des travaux effectués et les stipulations des marchés de travaux.

Il met à disposition du maître d'ouvrage les états d'acompte correspondants sur le portail public de facturation.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs et à la mise à disposition de l'état d'acompte mensuel sur le portail public de facturation est fixé à sept (7) jours à compter de la mise à disposition ou de l'envoi du projet de décompte mensuel par l'entrepreneur.

Article 7.8.4 – Vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte final des entrepreneurs et établissement du projet de décompte général

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi et notifié par l'entrepreneur en application des articles 12.3.1 et 12.3.2 du CCAG-Travaux.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, en application de l'article 12.4.1 du CCAG-Travaux, le projet de décompte général.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final des entrepreneurs et sa transmission ou sa mise à disposition au maître d'ouvrage sur le portail public de facturation est fixé à dix (10) jours à compter de la date de réception du document.

Article 7.9 – Obligations environnementales du maître d'œuvre

Sans objet pour cette opération.

Article 7.10 – Réalisation d'une action en matière d'insertion sociale

Sans objet pour cette opération.

ARTICLE 8 – MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION DU MARCHÉ

Article 8.1 – Modifications de faible montant initiées par le maître d'ouvrage

Conformément à l'article R. 2194-8 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre concluent un avenant notamment dans les cas suivants :

- En cas de modifications de programme décidées par le maître d'ouvrage après la fixation de la rémunération définitive du maître d'œuvre rendant nécessaire la reprise des études ou l'adaptation de sa mission en cours d'exécution des travaux ;
- Si le maître d'ouvrage décide de confier de nouvelles missions complémentaires au maître d'œuvre ;
- Si le maître d'ouvrage décide d'étendre la mission du maître d'œuvre au suivi des réserves formulées lors de la réception et non levées à l'issue de la garantie de parfait achèvement, à la condition que le maître d'œuvre ait mis en œuvre tous les moyens mis à sa disposition par le CCAG-Travaux.

Selon les cas, la rémunération est :

- Revue en proportion de l'évolution du coût prévisionnel (phase études) ou constaté (phase chantier) des travaux induite par les modifications qui s'imposent au maître d'ouvrage ;
- Mise au point sur la base de l'évaluation par le maître d'œuvre des temps de travail prévisionnels nécessaires à la réalisation des nouvelles prestations, sur la base des coûts journaliers définis dans l'annexe à l'acte d'engagement ;
- Adaptée en combinant ces deux modalités.

En application des articles R. 2194-8 et R. 2194-9 du code de la commande publique, les conséquences de ces modifications sur le montant du marché sont cumulativement limitées à 10 % du montant du marché initial et restent inférieures aux seuils européens applicables aux marchés de services établis à l'annexe 2 du code de la commande publique.

Article 8.2 – Modifications imposant un rendez-vous aux parties

Conformément aux articles R. 2194-2 et R. 2194-5 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre se rapprochent en vue de la conclusion éventuelle d'un avenant pour prendre en compte les modifications du marché issues notamment :

- Des aléas et sujétions techniques imprévues ;
- Des modifications de phasage de l'opération ou des délais de réalisation des études, non imputables à la maîtrise d'œuvre ;
- Des circonstances extérieures aux parties rendant nécessaire la réalisation de services supplémentaires par le maître d'œuvre, notamment la réalisation de dossiers administratifs ou demandes d'autorisation d'urbanisme complémentaires ;

- D'une prolongation de la durée du chantier ayant pour conséquence une augmentation de plus de 10% par rapport à celle prévue dans l'acte d'engagement dans les conditions définies par l'article 15.3.5 du CCAG-MOE ;
- De la résiliation d'un marché de travaux, pour tenir compte des prestations de maîtrise d'œuvre nécessaires au remplacement de l'entreprise ainsi que des effets induits de ce remplacement.

Les conséquences de ces modifications sur le montant du marché sont limitées à 50 % du montant initial, conformément à l'article R. 2194-3 du code de la commande publique.

Si plusieurs modifications successives sont nécessaires, cette limite s'applique au montant de chaque modification.

Article 8.3 – Modifications prévues dans le cadre de clauses de réexamen

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, la rémunération du maître d'œuvre fait l'objet de clauses de réexamen permettant, quel que soit le montant des modifications :

- Le passage à la rémunération définitive dans les conditions définies au présent CCAP ;
- D'adapter les études du maître d'œuvre en présence de variantes retenues par le maître d'ouvrage lors de la passation et de l'attribution des marchés de travaux :
 - Lorsque le maître d'ouvrage a pris la décision d'ouvrir aux variantes lors de la passation des marchés de travaux puis de les retenir lors de la signature, la rémunération du maître d'œuvre est réexaminée si les études de conception doivent impérativement être reprises ou qu'une nouvelle autorisation d'urbanisme est nécessaire ;
 - En présence de telles variantes, le maître d'œuvre indique dans un document annexé au rapport d'analyse des offres les conséquences de leur prise en compte sur sa mission et les incidences éventuelles sur sa rémunération, exprimée en journées de travail supplémentaires selon les montants journaliers identifiés dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.
- La révision des prix du marché dans les conditions définies au présent CCAP.

Article 8.4 – Suivi et classification des modifications apportées aux marchés de travaux

Lorsque les marchés de travaux sont modifiés, le maître d'œuvre renseigne un document de suivi qui inventorie les modifications apportées en moins-value et plus-value, leurs montants et incidences éventuelles sur le délai de réalisation des travaux. Il propose au maître d'ouvrage leur classification dans l'une des 3 catégories suivantes :

- **Catégorie 1** : modifications initiées par le maître d'ouvrage et correspondant à une modification du programme ;
- **Catégorie 2** : modifications qui s'imposent au maître d'ouvrage du fait d'éléments nouveaux et non prévisibles à la signature des marchés de travaux ;
- **Catégorie 3** : modifications initiées par le maître d'œuvre résultant d'erreurs et omissions qui lui sont imputables, y compris les éventuelles adaptations économiques acceptées par le maître d'ouvrage pour compenser ces erreurs ou omissions. Des pénalités peuvent être appliquées le cas échéant.

Les modifications de catégorie 1 et 2 peuvent donner lieu à une modification du marché de maîtrise d'œuvre dans les conditions définies au CCAP.

S'agissant des modifications de catégorie 3, le maître d'œuvre est tenu de trouver des solutions alternatives pour respecter le montant prévisionnel des travaux.

ARTICLE 9 – RÉMUNÉRATION DU MAÎTRE D'ŒUVRE

Article 9.1 – Forfait de rémunération

La rémunération du marché est forfaitaire pour l'exécution des prestations décrites par le CCAP et le CCTP du marché.

Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre peuvent convenir que certaines prestations ou fournitures particulières puissent être rémunérées sur la base de prix unitaires figurant au marché.

Le maître d'œuvre ne peut percevoir aucune autre rémunération d'un tiers au titre de la réalisation de l'opération.

Les montants servant de base au calcul des évolutions de la rémunération du maître d'œuvre ainsi qu'au contrôle des engagements sont exprimés en euros hors taxes.

Article 9.1.1 – Forfait provisoire de rémunération

Le forfait de rémunération fixé dans l'acte d'engagement est provisoire, conformément aux dispositions des articles R. 2112-18 et R. 2432-7 du code de la commande publique.

Le montant du forfait provisoire de rémunération a été établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre lors de la passation du marché, tels que :

- Contenu de la mission fixée par le CCAP et le CCTP ;
- Programme ;
- Part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux fixée par le maître d'ouvrage ;
- Éléments de complexité liés aux contraintes du contexte local et à l'insertion du projet dans l'environnement, à la nature et à la spécificité du projet et résultant des exigences contractuelles ;
- Délais des études du maître d'œuvre et délai de vérification par le maître d'ouvrage ;
- Modes prévisionnels de dévolution et de passation des marchés de travaux ;
- Durée prévisionnelle d'exécution des travaux, et leur éventuel phasage ;
- Découpage éventuel de l'opération en plusieurs tranches de réalisation ;
- Continuité du déroulement de l'opération ;
- Coûts en matière d'assurance pesant sur la maîtrise d'œuvre.

Ce forfait provisoire pourra être modifié en cas d'événements affectant la réalisation du marché avant la fixation du forfait définitif, conformément aux dispositions des articles R. 2194-2, R. 2194-5, R. 2194-7 et R. 2194-8 du code de la commande publique et selon les modalités définies au CCAP.

Article 9.1.2 – Fixation du coût prévisionnel des travaux et du forfait définitif de rémunération – Clause de réexamen

La rémunération provisoire devient définitive lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de l'AVP et de l'engagement du maître d'œuvre sur le coût prévisionnel des travaux.

Afin d'établir le coût prévisionnel des travaux, l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux (CPT) fournie par le maître d'œuvre lors des études d'avant-projet distingue :

- Le Coût des Travaux Indispensables à la réalisation de l'ouvrage selon les données du programme initial (CTI) ;
- Le Coût des Travaux complémentaires nés des Aléas et sujétions apparus pendant les études de conception (CTA) ;
- Le Coût des Travaux complémentaires nés des Modifications de programme validées par le maître d'ouvrage (CTM).

Le montant du coût prévisionnel des travaux ainsi que le montant de la rémunération définitive du maître d'œuvre sont arrêtés par avenant dans le délai de quinze (15) jours suivant la validation des études d'avant-projet définitif.

Pour passer de la rémunération provisoire à la rémunération définitive, les parties conviennent de modifier le marché conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique en appliquant la clause de réexamen suivante :

Le montant définitif de la rémunération forfaitaire pour la mission de base est calculé dans les conditions suivantes : Forfait définitif de rémunération = CPT x (Forfait provisoire / PEFPT)

Article 9.2 – Engagements du maître d'œuvre

Article 9.2.1 – Engagement du maître d'œuvre sur le respect du coût prévisionnel des travaux

En référence à l'article 13 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre s'engage à respecter le coût prévisionnel des travaux (CPT) à programme constant. Le contrôle de cet engagement s'opère en comparant le coût cumulé des marchés de travaux (CMT) réajusté au coût prévisionnel des travaux assorti d'un taux de tolérance fixé à 7%.

Calcul du coefficient de réajustement

Le réajustement du coût cumulé des marchés de travaux s'effectue par l'application d'un coefficient de réajustement calculé selon la formule suivante :

$$\text{Coefficient de réajustement} = \frac{\text{Index BT01 du mois } m_0 \text{ du marché de maîtrise d'œuvre}}{\text{Dernier Index BT01 publié avant le dépôt des offres des marchés de travaux}}$$

Le coefficient arrondi au millième supérieur est appliqué au coût cumulé des marchés de travaux.

Calcul du seuil de tolérance sur le coût prévisionnel des travaux

Le seuil de tolérance est calculé selon la formule suivante : **Seuil de tolérance** = CPT hors taxes x 1,07

En cas de dépassement du seuil de tolérance, si le maître d'ouvrage n'accepte pas les offres des soumissionnaires, il exige du maître d'œuvre une reprise gratuite des études qui, par des adaptations du projet compatibles avec les données, contraintes et exigences du programme, permettent d'atteindre à l'issue de nouvelles consultations, l'engagement pris en tenant compte du taux de tolérance.

Si à l'issue de ces démarches, le maître d'œuvre s'avère être dans l'incapacité d'atteindre ces objectifs, le maître d'ouvrage met en œuvre l'article 14 du CCAP régissant les différends et les litiges.

Article 9.2.2 – Engagement du maître d'œuvre sur le respect du coût cumulé des marchés de travaux

En référence à l'article 13 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre s'engage à respecter le coût cumulé des marchés de travaux. Le contrôle de cet engagement s'opère en comparant le coût total définitif de réalisation de référence au coût cumulé des marchés de travaux assorti d'un taux de tolérance fixé à 5%.

Le coût total définitif de réalisation de référence correspond au coût total définitif de réalisation des travaux, hors révision de prix, diminué des modifications des marchés de travaux relevant des catégories 1 et 2 définies à l'article 8.4.

Calcul du seuil de tolérance sur le coût cumulé des marchés de travaux

Le seuil de tolérance est calculé selon la formule suivante : **Seuil de tolérance** = CMT hors taxes x 1,05

Si ce coût total définitif de réalisation des travaux de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie comme suit :

Montant de la pénalité = (CTD - seuil de tolérance) x [2 X (Forfait définitif de rémunération / coût prévisionnel des travaux)]

Conformément à l'article R. 2432-4 du code de la commande publique, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

Article 9.3 – Révision des prix

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG-MOE, le prix n'est pas révisable.

Article 9.4 – Pénalités applicables au maître d'œuvre

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre n'est pas exonéré des pénalités quel qu'en soit le montant. Les pénalités peuvent se cumuler.

Par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG-MOE, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard. Le nombre de jours de retard est obtenu par différence entre la date

réelle de remise du document ou de l'avis et la date limite prévue, en tenant compte des délais mentionnés à l'article 6 –du CCAP.

Article 9.4.1 – Délais et pénalités appliqués aux éléments de mission

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE, en cas de retard dans l'exécution des délais définis à l'article 6.2, le maître d'œuvre subit une pénalité journalière fixée à :

Élément de mission	Tâche	Pénalité
DIAG		150 €
AVP		150 €
Dossiers d'autorisation d'urbanisme		150 €
PRO		150 €
ACT	Préparer les DCE	150 €
	Analyse des candidatures	150 €
	Analyse des offres	150 €
	Mise au point des dossiers marchés	150 €
VISA		45 €
DET	Comptes-rendus de réunion	45 €
	Constatations	45 €
	Mémoires de réclamation	150 €
AOR	OPR	150 €
	Proposition de réception	50 €
	DOE	150 €
	Examen des désordres	50 €
	PV de levée des réserves	150 €
OPC	Calendrier prévisionnel en phase AVP	50 €
	Calendrier prévisionnel en phase PRO	50 €
	Organisation générale des travaux	50 €
	Calendrier détaillé des travaux (établissement et suivi)	50 €
	Tableau de suivi des documents d'exécution (établissement et suivi)	50 €
	Comptes-rendus	45 €
	Rapport de fin de chantier	100 €

Article 9.4.2 – Pénalités en cas de retard dans la vérification des projets de décompte et du décompte final

Si le délai fixé à l'article 7.8.4 –n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé :

- Pour les projets de décompte mensuels, à 1/2000 du montant HT de l'acompte correspondant. Cependant, si le retard du maître d'œuvre entraîne le versement d'intérêts

moratoires aux entrepreneurs, le montant des pénalités qu'il encourt est égal au montant des intérêts moratoires qui lui sont imputables, dans la limite du taux légal applicable.

- Pour les projets de décompte final, à 1/20 000 du montant HT du décompte final.

Article 9.4.3 – Pénalités pour manquements aux obligations du maître d'œuvre

En cas d'absence non excusée du représentant du maître d'œuvre aux réunions de chantier ou aux réunions avec le maître d'ouvrage, il sera appliqué une pénalité de 100 € HT par réunion où l'absence aura été constatée.

En cas de retard du représentant du maître d'œuvre supérieur à 30 minutes aux réunions de chantier ou aux réunions avec le maître d'ouvrage, il sera appliqué une pénalité de 50 € HT par réunion où le retard aura été constaté.

Article 9.4.4 – Autres pénalités

Défaut de mention de date : Le défaut de mention de la date de réception ou de remise de la demande de paiement des entrepreneurs entraîne l'application d'une pénalité forfaitaire de 45 € HT par demande présentée.

Mauvaise exécution des documents : Si le travail n'est pas conforme aux attentes et qu'une demande de nouveau document est faite, une pénalité de 200 € HT est appliquée par nouveau document non conforme.

Modification catégorie 3 : Pendant les travaux, en cas de modifications résultant d'erreurs ou omissions imputables au maître d'œuvre, une pénalité de 1% du montant des modifications excédant le montant initial pourra être appliquée.

ARTICLE 10 – RÈGLEMENT DES COMPTES DU MAÎTRE D'ŒUVRE

Article 10.1 – Avances

Article 10.1.1 – Avance versée au maître d'œuvre

Sauf en cas de refus du maître d'œuvre indiqué à l'article 7 de l'acte d'engagement, si les conditions de montants et de durée d'exécution du marché sont réunies, le maître d'ouvrage versera une avance prévue par les articles L. 2191-2 et R.2191-3 du code de la commande publique dans les conditions définies ci-dessous.

En application de l'article 11.1 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage retient l'option A.

- Lorsque le maître d'œuvre, ou le membre du groupement le cas échéant, est une PME au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 30% en application de l'article A.11.1 du CCAG-MOE.
- Lorsque le maître d'œuvre, ou le membre du groupement le cas échéant, n'est pas une PME au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5% en application de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique.

En cas de groupement conjoint, les conditions de versement de l'avance sont appréciées au regard de la taille d'entreprise propre à chacun des membres.

La part de l'avance versée à chaque membre du groupement est rapportée au montant identifié dans la répartition financière indiquée à l'acte d'engagement et détaillée en annexe financière.

Si la durée globale prévisionnelle indiquée à l'acte d'engagement est inférieure à 12 mois, ce taux s'applique au montant initial toutes taxes comprises du marché.

Si cette durée est supérieure à douze mois, ce taux s'applique à une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Le paiement de cette avance intervient dans le délai d'un mois à compter de la notification du marché.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le maître d'œuvre, au titre du marché, atteint ou dépasse 65% du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées. Ce remboursement est terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le maître d'œuvre atteint 80% du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées.

Article 10.1.2 – Avances versées aux sous-traitants

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct, dans les conditions prévues aux articles R. 2193-17, R. 2193-18 et R. 2193-19 du code de la commande publique.

Le maître d'œuvre transmet immédiatement au maître d'ouvrage la demande de versement émise par le sous-traitant. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant dans les mêmes conditions que celles qui s'appliquent au titulaire conformément à l'article R. 2193-20 du code de la commande publique.

Article 10.2 – Demandes de paiement

En application de l'article L. 2192-1 du code de la commande publique, les demandes de paiement sont transmises de manière dématérialisée au maître d'ouvrage sur le portail public de facturation (Chorus Pro : Siret de l'AGILE / Code service MOA) et comportent les mentions obligatoires définies à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique.

Les modalités d'établissement de la demande de paiement, et le cas échéant l'utilisation de modèle propre au maître d'ouvrage, sont précisées au maître d'œuvre lors de la réunion de lancement.

Article 10.2.1 – Acomptes

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement établie par le maître d'œuvre à laquelle il joint les pièces relatives à la réalisation des prestations, nécessaires à la justification du paiement.

La demande de paiement est datée et mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- Le montant des prestations réalisées, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées conformément à l'article 21.3 du CCAG-MOE ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;

- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC ;
- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- Le numéro d'engagement du titulaire, des cotraitants et éventuels sous-traitants à renseigner dans le portail public de facturation.

La demande de paiement précise les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable.

La remise d'une demande de paiement intervient au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent, au fur et à mesure de l'avancement des éléments de mission, en application de l'article 11.5 du CCAG-MOE et conformément aux articles R. 2191-21 et R. 2191-22 du code de la commande publique, dans la limite de l'échéancier ci-dessous.

Éléments de mission	Exigibilité de l'acompte	
TRANCHE FERME		
Diagnostic	80% à la remise du dossier	
	20% à l'admission du maître d'ouvrage	
TRANCHE OPTIONNELLE		
Études d'avant-projet	80% à la remise du dossier	
	20% à l'admission du maître d'ouvrage	
Études de projet	80% à la remise du dossier	
	20% à l'admission du maître d'ouvrage	
Assistance pour la passation des marchés de travaux	50% à la remise des éléments du DCE produits par le maître d'œuvre	
	30% à la remise du rapport d'analyse des offres	
	20% après la mise au point des marchés de travaux	
VISA	au prorata de l'avancement de la mission	
Direction de l'exécution des marchés de travaux	95% <u>DET</u> / n	n étant le nombre de mois correspondant au délai d'exécution des marchés de travaux, y compris la période de préparation
	5% en proportion des montants des décomptes généraux et définitif des entrepreneurs.	
Assistance aux opérations de réception	60 % à compter de la date d'effet de la réception	
	15% à compter de la levée des réserves mentionnées dans la décision de réception	
	20 % à la remise du dossier des ouvrages exécutés	
	5% à l'issue de l'année de parfait achèvement	

Éléments de mission	Exigibilité de l'acompte
OPC (tranche optionnelle)	10% à la remise des éléments en phase AVP 10% à la remise des éléments en phase PRO 75% DET / n pendant les travaux 5% à l'issue de la mission

Article 10.2.2 – Acceptation de la demande de paiement par le maître d'ouvrage

Il est fait application de l'article 11.6 du CCAG-MOE.

Article 10.3 – Demande de paiement pour solde

Article 10.3.1 – Demande de paiement finale

Il est fait application de l'article 11.7.1 du CCAG-MOE. Le décompte final établi par le maître d'œuvre détaille :

- Le forfait définitif de rémunération ;
- Le montant des missions complémentaires ;
- Le montant des révisions de prix applicables intégrant le dernier état des index connus à la date d'établissement du projet de décompte final ;
- Le montant des pénalités appliquées par le maître d'ouvrage et acceptées par le maître d'œuvre ;
- Le montant des éventuelles réclamations non régularisées ;
- Le récapitulatif des sommes perçues au titre des acomptes ;
- Le solde, distinguant l'incidence de la TVA.

Par dérogation à l'article 11.7.2 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre notifie son décompte final au maître d'ouvrage dans les 30 jours suivant la date de fin de l'année de parfait achèvement, qui correspond à l'achèvement de la mission de maîtrise d'œuvre.

Article 10.3.2 – Décompte général rendu définitif

Il est fait application de l'article 11.8 du CCAG-MOE.

Article 10.3.3 – Contestation sur le montant des sommes dues

En cas de contestation de certaines sommes portées au décompte général par le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage règle, dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception des motifs pour lesquels le maître d'œuvre refuse de signer, les sommes admises dans le décompte général signé par le maître d'ouvrage.

Ce désaccord est réglé dans les conditions fixées à l'article 35 du CCAG-MOE.

Article 10.4 – Délais de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, soldes et indemnités est fixé à 45 jours conformément à l'article 123 de la loi n°2014-344 du 17 mars 2014.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, pour le maître d'œuvre du marché ou le sous-traitant, des intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur semestriel (taux de refinancement ou Refi) de la Banque centrale européenne (BCE), en vigueur au 1^{er} jour du semestre au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir.

ARTICLE 11 – CONNAISSANCES ANTERIEURES / DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

Article 11.1 – Utilisation des connaissances antérieures

Les connaissances antérieures sont définies à l'article 22.6 du CCAG-MOE. Leur régime d'utilisation correspond à une concession à titre non exclusif par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage, dans les conditions fixées par l'article 23.2 du CCAG-MOE.

Toute modification, adaptation ou traduction projetée sur les connaissances antérieures concédées fait l'objet d'un accord préalable du maître d'œuvre et le cas échéant, d'une convention spécifique.

Article 11.2 – Utilisation des résultats

Article 11.2.1 – Résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique

Pour les besoins découlant de l'objet du présent marché, le titulaire cède au maître d'ouvrage ses droits patrimoniaux, composés des droits de reproduction et de représentation définis aux articles 24.2.1.1 et 24.2.1.2 du CCAG-MOE. L'exercice des droits patrimoniaux s'exerce dans le respect des droits moraux du maître d'œuvre.

Le droit de reproduction est limité à la réalisation unique du ou des ouvrages objets du marché.

Cette cession des droits couvre les résultats à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de l'admission des prestations, dans le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Elle couvre également l'exploitation commerciale des résultats par le maître d'ouvrage.

Le prix de la concession est intégré au forfait provisoire de rémunération défini à l'acte d'engagement.

Article 11.2.2 – Mise en œuvre de la protection des droits moraux

Dans le cadre du droit à la paternité, le maître d'ouvrage s'assure que le nom et la qualité de l'auteur sont apposés sur l'immeuble réalisé ainsi que sur toutes les publications dont le maître d'ouvrage est à l'initiative portant sur la reproduction de l'œuvre sous quelque forme que ce soit.

Dans le cadre du droit au respect de l'œuvre, le maître d'ouvrage s'engage à informer le maître d'œuvre préalablement aux adaptations ou modifications ultérieures de l'œuvre et qui seraient susceptibles de l'altérer ou de la dénaturer.

En cas de réutilisation ou de réhabilitation, le pouvoir adjudicateur respecte le droit moral de l'auteur initial et lui donne les moyens de s'assurer du respect de son œuvre. Il l'informe avant toute intervention sur son œuvre.

ARTICLE 12 – ASSURANCES

Article 12.1 – Assurances du maître d'œuvre

Article 12.1.1 – Garantie de la responsabilité décennale

Cette police doit garantir la responsabilité décennale au sens des articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 1792-4-1 du code civil dans les conditions prévues aux articles L. 241-1 et suivants du code des assurances.

Article 12.1.2 – Garantie de la responsabilité civile professionnelle

Cette police doit garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile générale que le maître d'œuvre est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du maître de l'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant pendant ou après la réception des travaux.

Pour la responsabilité civile professionnelle, les montants de garantie du contrat d'assurance souscrit seront au minimum les suivants, adaptés aux limites du marché de l'assurance des activités de maîtrise d'œuvre :

- o Tous dommages confondus (Dommages Corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non) : 2.000.000 €
 - Dont 600.000 € pour les dommages immatériels non consécutifs (DINC).

Ces montants s'entendent par sinistre et par an.

En cas d'épuisement de ses garanties, le maître d'œuvre s'engage à les reconstituer dans les meilleurs délais.

Article 12.2 – Assurances du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage ne prévoit pas de recourir à une dommage ouvrage, ni à une assurance tous risque chantier.

Article 12.3 – Stipulations communes

Le maître d'œuvre assume sa responsabilité décennale, telle qu'elle est définie notamment par les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil, dans les limites de la mission qui lui est confiée. Pour toutes les autres responsabilités professionnelles, il ne peut être tenu responsable, de quelque

manière que ce soit, ni individuellement ni *in solidum*, à raison des dommages imputables aux autres intervenants participant à l'opération.

Le maître d'œuvre supporte les conséquences financières de sa responsabilité dans les limites des plafonds de garantie fixés dans son contrat d'assurance.

La survenance d'un sinistre avant l'achèvement de la mission ne fait pas obstacle aux règlements des prestations de maîtrise d'œuvre.

Les attestations d'assurance du maître d'œuvre sont jointes au marché. L'attestation d'assurance de responsabilité civile décennale du maître d'œuvre, conforme aux articles A 243-2 et A 243-3 du code des assurances, est jointe au marché. Le cas échéant, une attestation d'assurance professionnelle est fournie chaque année, jusqu'à celle au cours de laquelle la mission est achevée. Dans le cas où il aurait contracté des garanties facultatives, le maître d'ouvrage transmet les attestations ou les lettres d'intention émanant de son assureur, afférentes à ces polices.

ARTICLE 13 – MODIFICATIONS AFFECTANT LES CONTRACTANTS

En application de l'article R. 2194-6 du code de la commande publique, le marché pourra être modifié dans les circonstances suivantes.

Article 13.1 – Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire

Le maître d'œuvre peut proposer au maître d'ouvrage la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire (transmission, fusion, acquisition, absorption) à condition que cette modification ne remette en cause aucun élément essentiel du marché et que l'opérateur économique présenté dispose des mêmes garanties professionnelles et financières que le titulaire.

Article 13.2 – Modification du groupement de maîtrise d'œuvre en cas de défaillance du mandataire

Dans le cas où le mandataire du groupement ne se conforme pas à ses obligations, il est fait application de l'article 3.5.4 du CCAG-MOE.

Le cas échéant, la substitution fait l'objet d'un avenant précisant notamment la nouvelle organisation du groupement ainsi que la nouvelle répartition des prestations et la rémunération afférente.

Article 13.3 – Modification du groupement de maîtrise d'œuvre en cas de défaillance d'un cotraitant

En application de l'article R 2194-1 du code de la commande publique, si le titulaire est un groupement, le mandataire a la faculté de proposer au maître d'ouvrage de modifier sa composition dans les circonstances suivantes :

- Cessation d'activité, défaillance économique, décès ou incapacité civile de l'un des cotraitants ;

- Défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles de l'un des cotraitants, la résolution des litiges entre membres du groupement relevant du groupement.

Il peut présenter comme remplaçant pour la poursuite des prestations :

- Soit le mandataire lui-même ou l'un des cotraitants ;
- Soit un sous-traitant ;
- Soit un nouveau cotraitant, à condition que celui-ci remplisse les conditions de participation fixées dans le cadre de la passation du marché initial et que soit fourni à l'appui de sa présentation l'ensemble des justifications de ses capacités. La substitution ne remet en cause ni les modalités financières du marché ni ses délais d'exécution.

Le maître d'ouvrage dispose de quinze jours à compter de la réception de la proposition du mandataire pour se prononcer sur l'organisation des prestations. Le silence gardé par lui pendant ce délai vaut rejet.

Un avenant est conclu entre le maître d'ouvrage et l'ensemble des cotraitants qui détermine notamment la nouvelle composition du groupement, la nouvelle répartition des prestations ainsi que la rémunération afférente.

En cas de manquement aux obligations contractuelles de l'un des cotraitants affectant la réalisation du marché, il appartient au maître d'ouvrage le cas échéant de résilier partiellement le marché selon les modalités définies au CCAP.

ARTICLE 14 – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre respectent la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, dit RGPD et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

ARTICLE 15 – DIFFÉRENDS ET RÉSILIATION

Article 15.1 – Formalisme des réclamations

Tout différend entre le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage fait l'objet, de la part du maître d'œuvre d'un mémoire en réclamation-exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au maître d'ouvrage au plus tard à la remise du projet de décompte final.

Le rejet exprès ou tacite de la réclamation transmise préalablement à la remise du projet de décompte final ne s'oppose pas à ce que le maître d'œuvre réitère sa demande lors de la production de ce projet.

Article 15.2 – Règlement amiable des différends

En application de l'article 35.4 du CCAG-MOE, en cas de différend persistant après le processus de réclamation, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre privilégient, préalablement à la saisine du tribunal administratif compétent, le recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la

conciliation, à la médiation, notamment auprès du médiateur des entreprises, dans les conditions prévues par le code de la commande publique.

Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre peuvent recourir à la transaction afin de régler à l'amiable leur litige, conformément à l'article L. 2197-5 du code civil.

Article 15.3 – Manquements aux obligations du marché par le maître d'œuvre

Il est fait application de l'article 34 du CCAG-MOE.

Dans le cas où le maître d'œuvre ne se conforme pas aux stipulations du marché, le maître d'ouvrage le met en demeure de s'y conformer dans un délai qui ne saurait être inférieur à huit (8) jours. Le maître d'ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du maître d'œuvre dans les conditions prévues par l'article 34 du CCAG-MOE.

Article 15.4 – Résiliation du marché

Les modalités de résiliation du marché sont celles prévues aux articles 27 à 32 du CCAG-MOE avec les précisions suivantes.

Si le maître d'ouvrage décide de la cessation définitive de la mission du maître d'œuvre sans que ce dernier ait manqué à ses obligations contractuelles, sa décision est notifiée conformément à l'article 27 du CCAG-MOE et la fraction de la mission ou de l'élément de mission déjà accomplie est rémunérée.

Dans ce cas de résiliation, et par application de l'article 31 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre percevra une indemnité de 2%.

Article 15.5 – Tribunal compétent et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Paris est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 16 – DEROGATIONS

- L'article 7.5.2 du CCAP déroge à l'article 21 du CCAG-MOE.
- L'article 9.3 du CCAP déroge à l'article 10.1.1 du CCAG-MOE.
- L'article 9.4 du CCAP déroge aux articles 16.2.1 et 16.2.4 du CCAG-MOE.
- L'article 9.4.1 du CCAP déroge à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE.
- L'article 10.3.1 du CCAP déroge à l'article 11.7.2 du CCAG-MOE.